

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 13. Dit decreet treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, met uitzondering van artikelen 2, 3, 5, 8, 9 en 10 die in voege treden op 25 februari 1999.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 187-1. — Amendementen van de commissie, nr. 187-2. — Verslag, nr. 187-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zitting van 16 juli 2001. — Stemming. Zitting van 17 juli 2001.

F. 2001 — 2307

[S – C – 2001/29329]

19 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° détenu : personne qui subit, soit une mesure privative de liberté en vertu de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, soit une peine privative de liberté, à l'exception de la mise en liberté à titre conditionnel ou provisoire, soit une mesure décidée sur la base de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels;

2° bénéficiaire : le détenu, ainsi que ses proches;

3° proche : personne qui compose le milieu familial du détenu;

4° service d'aide sociale aux détenus : service agréé qui assure aux détenus et à leurs proches l'aide sociale et psychologique telle que définie par le présent décret;

5° établissement : l'établissement pénitentiaire ou l'établissement de défense sociale;

6° commission : la commission consultative de l'aide sociale aux détenus.

Art. 2. Les services d'aide sociale aux détenus ont pour mission générale d'apporter aux bénéficiaires qui le demandent ou qui l'acceptent une aide sociale, en ce compris une aide psychologique.

Par aide sociale, au sens du présent article, on entend toute action individuelle ou de groupe destinée à permettre une participation active à la vie sociale, économique, politique et culturelle, conformément aux droits de l'homme, ainsi qu'une compréhension critique des réalités de la société, notamment par le développement des capacités d'analyse, d'action et d'évaluation.

Par aide psychologique, au sens du présent article, on entend toute aide de nature psychologique destinée à soutenir les personnes confrontées aux conséquences directes et indirectes de la détention ou de problèmes particuliers en rapport avec le comportement délinquant, à l'exception de la prise en charge à long terme nécessitée par des troubles psychologiques persistants.

Art. 3. § 1^{er}. A l'intérieur des établissements, les services d'aide sociale aux détenus ont notamment pour mission :

1° d'apporter une aide sociale et psychologique aux détenus, dès leur entrée dans l'établissement;

2° de mettre en place les conditions d'examen d'alternatives à la détention pour les personnes détenues préventivement;

3° de collaborer à l'élaboration du programme de reclassement des détenus condamnés qu'ils suivent, et à la préparation de la libération à l'essai des détenus subissant une mesure de défense sociale;

4° d'assurer une permanence régulière et accessible aux détenus qui en font la demande;

5° de contribuer à promouvoir et encadrer les relations entre le détenu et l'environnement extérieur;

6° de faciliter l'accès aux ressources des services d'aide aux personnes et de formation;

7° en cas de transfert d'un détenu vers un autre établissement, d'assurer l'orientation du dossier, en accord avec le détenu, vers le service d'aide aux détenus de l'arrondissement judiciaire du nouvel établissement;

8° de contribuer au développement des activités d'éducation socioculturelle et de formation au sein des établissements.

§ 2. A l'extérieur des établissements, ils ont notamment pour mission :

1° de remplir les missions visées au § 1^{er}, 1°, 3° et 6°, à l'égard des personnes qui subissent une peine privative de liberté dans leur environnement proche;

2° d'offrir des réponses diversifiées aux demandes d'aide formulées par les détenus ou par leurs proches;

3° d'assurer une présence régulière et accessible aux proches;

4° de collaborer avec les services publics et privés susceptibles d'apporter une contribution à l'accomplissement de leur mission;

5° de contribuer à la sensibilisation du public et des organismes concernés aux problèmes liés à la détention ainsi qu'aux besoins des détenus;

6° de contribuer à l'accès au développement des activités d'éducation socioculturelle

CHAPITRE II. — *L'agrément*

Art. 4. Un service d'aide sociale aux détenus est agréé dans chaque arrondissement judiciaire.

Lorsque le nombre de détenus ou la configuration géographique de l'arrondissement le requièrent, le Gouvernement peut agréer un ou plusieurs services supplémentaires dans le même arrondissement.

Art. 5. Pour être agréé et subventionné, le service d'aide sociale aux détenus doit répondre aux conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif ayant pour objet l'aide sociale aux détenus, et avoir le siège de ses activités dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° accomplir de manière régulière, seul ou en collaboration, les missions d'aide aux détenus ainsi qu'à leurs proches visées à l'article 2 et à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 7°, et § 2, 1° à 4°;

3° fournir gratuitement les prestations d'aide aux bénéficiaires, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;

4° collaborer en permanence avec les autres institutions pouvant contribuer à aider les détenus et leurs proches;

5° participer aux activités et projets entrepris ou encouragés dans le cadre de l'aide sociale aux détenus par la Communauté française;

6° disposer de locaux permettant au moins l'organisation d'un secrétariat administratif, de permanences d'accueil et d'entretiens;

7° exercer principalement ses activités dans son arrondissement judiciaire; en cas de besoin, étendre ses activités dans un arrondissement judiciaire limitrophe, en collaboration avec le ou les services agréés de ce dernier.

Art. 6. Le Gouvernement détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives au personnel des services d'aide aux détenus.

Art. 7. § 1^{er}. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée de cinq ans maximum.

Il peut être renouvelé, à la demande du service d'aide sociale aux détenus.

§ 2. Tout agrément délivré pour la première fois à un service est accordé à l'essai pour une durée d'un an.

Au terme de cette période, l'agrément est prolongé pour une période de quatre ans, sauf décision contraire du Gouvernement.

§ 3. L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

§ 4. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement et de retrait de l'agrément.

Il statue sur les demandes d'agrément, de renouvellement ou de retrait, après avoir pris l'avis de la commission consultative de l'aide aux détenus.

Il fixe les modalités de recours en cas de refus, de non-renouvellement ou de retrait de l'agrément.

CHAPITRE III. — *L'octroi des subventions*

Art. 8. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux services d'aide sociale aux détenus des subventions pour leurs frais de personnel et pour leurs frais de fonctionnement.

Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'alinéa précédent.

Art. 9. Il peut être accordé des subventions aux services agréés ou à d'autres institutions ou associations qui se distinguent par leur action d'aide sociale aux détenus, pour des projets particuliers qu'ils se proposent de réaliser dans le cadre de leurs missions.

L'octroi des subventions visées à l'alinéa 1^{er} fait l'objet d'une convention.

CHAPITRE IV. — *Le bénévolat*

Art. 10. § 1^{er}. Les services d'aide sociale aux détenus peuvent faire appel au concours de collaborateurs bénévoles pour l'accomplissement d'une ou plusieurs missions visées aux articles 2 et 3 du présent décret.

2. Les collaborateurs bénévoles doivent :

1° justifier de leur compétence dans le domaine de l'aide sociale, par leur formation professionnelle ou leur expérience;

2° être encadrés par le personnel du service, sous la responsabilité de la direction.

CHAPITRE V. — *Commission consultative de l'aide sociale aux détenus*

Art. 11. Il est créé une commission consultative de l'aide sociale aux détenus.

La commission a pour mission :

1° d'assurer les contacts nécessaires à une collaboration efficace entre le Gouvernement, les services du Gouvernement compétents, les services d'aide sociale aux détenus et, le cas échéant; les services psychosociaux des établissements pénitentiaires et des établissements de défense sociale;

2° de donner au Gouvernement, à sa demande ou de sa propre initiative, des avis concernant tous les aspects de l'aide sociale aux détenus.

Art. 12. § 1^{er}. La commission est composée des membres suivants, nommés pour une période de quatre ans, renouvelable :

1° un représentant du Gouvernement;

2° un représentant des services du Gouvernement compétents, désigné par le Gouvernement;

3° un représentant de chaque service d'aide aux détenus agréé, désigné par le Gouvernement sur proposition de ce service;

4° un représentant de chaque organisation syndicale représentative, désigné par le Gouvernement sur proposition de l'organisation syndicale;

5° un maximum de quatre personnes choisies en raison de leurs compétences particulières dans le secteur de l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion, désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement désigne également, pour chaque membre effectif, un membre suppléant. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

§ 2. Les membres repris aux points 1° et 2° de l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} siègent avec voix consultative.

§ 3. Le président et le vice-président de la commission sont désignés par le Gouvernement, sur proposition de la commission.

§ 4. Le secrétariat de la commission est assuré par le membre visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 5. Un représentant de l'administration pénitentiaire, désigné par le Ministre de la Justice, est invité à participer aux réunions de la commission.

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités de déplacement des membres de la commission.

§ 2. Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement de la commission.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 14. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide sociale aux justiciables, modifié par les arrêtés des 20 octobre 1992, 12 juillet 1996, 31 décembre 1997 et 2 juillet 1999, est abrogé.

Art. 15. Les services agréés sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide sociale aux justiciables et qui introduisent une demande d'agrément sur la base du présent décret dans les trois mois de l'entrée en vigueur de celui-ci et de son arrêté d'exécution, sont considérés comme agréés pour l'application du présent décret jusqu'à ce que l'agrément qui leur a été initialement accordé cesse de produire ses effets.

Art. 16. Tant que la commission visée à l'article 11 n'est pas constituée, la commission consultative de l'aide sociale aux justiciables, instituée par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 visé à l'article précédent, assume les missions de la commission.

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. - Projet de décret, n° 186-1. Amendements de commission, n° 186-2. Rapport n° 186-3.

Comptes rendus intégraux. - Discussion. Séance du 16 juillet 2001. Adoption. Séance du 17 juillet 2001.

VERTALING

N. 2001 — 2307

[C — 2001/29329]

19 JULI 2001. — Decreet betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° gedetineerde : persoon die, ofwel een vrijheidsbenemende maatregel ondergaat krachtens de wet van 20 juli 1990 inzake de voorlopige hechtenis, ofwel een vrijheidsbenemende straf ondergaat, met uitzondering van de voorwaardelijke of voorlopige invrijheidsstelling, ofwel een maatregel ondergaat waartoe is besloten krachtens de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten;

2° begunstigde : de gedetineerde alsook zijn naasten;

3° naaste : persoon die deel uitmaakt van het familiaal milieu van de gedetineerde;

4° dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden : erkende dienst die de gedetineerden en hun naasten sociale en psychologische bijstand verleent zoals bepaald in dit decreet;

5° inrichting : de strafinrichting of de inrichting tot bescherming van de maatschappij;

6° commissie : de adviescommissie voor de sociale hulpverlening aan de gedetineerden.

Art. 2. De diensten voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden hebben als algemene opdracht de begunstigden die hier om vragen of dit aanvaarden, sociale hulp te verlenen alsook psychologische bijstand.

In dit artikel verstaat men onder sociale hulpverlening iedere individuele of collectieve actie die toelaat actief deel te nemen aan het maatschappelijk, economisch, politiek en cultureel leven overeenkomstig de rechten van de mens, alsook een kritische blik te gooien op de maatschappelijke realiteit door de ontwikkeling van het vermogen tot analyse, ondernemingsgerichtheid en evaluatie.

In dit artikel verstaat men onder psychologische bijstand iedere bijstand van psychologische aard ter ondersteuning van mensen die rechtstreeks en onrechtstreeks te maken krijgen met de gevolgen van de hechtenis of bijzondere problemen die verband houden met het delinquent gedrag, met uitzondering van de langdurige opname wegens ernstige psychologische stoornissen.

Art. 3. § 1. Binnen de inrichtingen hebben de diensten voor sociale hulpverlening met name als opdracht :

1° de gedetineerden sociale hulpverlening en psychologische bijstand te verlenen vanaf hun aankomst in de inrichting;

2° onderzoeksvoorwaarden in te stellen als alternatief voor de hechtenis voor personen die in voorlopige hechtenis zitten;

3° mee te werken aan de uitwerking van het reklasseringsprogramma van de veroordeelde gedetineerden die zij volgen en aan de voorbereiding van de vrijlating op proef van de gedetineerden met een maatschappelijke beschermingsmaatregel;

4° een regelmatige permanentie te voorzien waar gedetineerden die hierom verzoeken beroep op kunnen doen;

5° bij te dragen tot de promotie van en begeleiding bij de relaties tussen de gedetineerde en de buitenwereld;

6° de toegang te vergemakkelijken tot de bronnen van de diensten voor de hulpverlening aan personen en voor de vorming;

7° in geval van de overbrenging van een gedetineerde naar een andere inrichting, te zorgen voor de overheveling van het dossier, in samenspraak met de gedetineerde, naar de dienst voor sociale hulpverlening aan gedetineerden van het gerechtelijk arrondissement van de nieuwe inrichting;

8° bij te dragen tot de uitbouw van socioculturele opvoedingsactiviteiten en vormingsactiviteiten in de inrichtingen.

§ 2. Buiten de inrichtingen hebben deze diensten onder meer als opdracht :

1° de taken te vervullen als bedoeld in § 1, 1°, 3° en 6°, ten aanzien van personen die een vrijheidsbenemende straf ondergaan in hun naaste omgeving;

2° verschillende antwoorden te bieden op de vragen om hulpverlening vanwege de gedetineerden of hun naasten;

3° te zorgen voor een regelmatige aanwezigheid en toegankelijkheid van de naasten;

4° samen te werken met de openbare en private diensten die kunnen bijdragen tot het vervullen van hun opdracht;

5° bij te dragen tot de sensibilisering van het publiek en de organen die betrokken zijn bij de gevangenschap alsook bij de noden van de gedetineerden;

6° bij te dragen tot de toegang tot de socioculturele opvoedingsactiviteiten.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning*

Art. 4. In ieder gerechtelijk arrondissement wordt een dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden erkend.

Wanneer het aantal gedetineerden of de geografische situatie van het gerechtelijk arrondissement dit vereisen, kan de Regering één of meerdere extra diensten in het zelfde arrondissement erkennen.

Art. 5. Om te worden erkend en gesubsidieerd moet de dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk met als doel sociale hulp te verlenen aan de gedetineerden en zijn activiteiten te zetten hebben in het Franstalig gewest of in het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad;

2° alleen of in samenwerking de hulpverleningsopdrachten aan de gedetineerden en aan hun naasten, zoals bedoeld in artikel 2 en in artikel 3, § 1, 1° tot 7°, en § 2, 1° tot 4°, wettelijk uitvoeren;

3° gratis hulpverleningsprestaties verstrekken aan de begunstigen, zonder onderscheid in ras, geslacht, taal, geloof, mening of sociale herkomst;

4° permanent samenwerken met de andere instellingen die kunnen bijdragen tot de hulpverlening aan de gedetineerden en hun naasten;

5° deelnemen aan de activiteiten en projecten die worden opgestart in het raam van de sociale hulpverlening aan de gedetineerden door de Franse Gemeenschap;

6° beschikken over lokalen waarin minstens een administratief secretariaat en permanenties voor de opvang en gesprekken kunnen organiseerd worden;

7° zijn activiteiten in hoofdzaak uitoefenen in zijn gerechtelijk arrondissement; zonodig, zijn activiteiten uitbreiden naar een aangrenzend gerechtelijk arrondissement, in samenwerking met de erkende dienst of diensten in dit arrondissement.

Art. 6. De Regering bepaalt de specifieke erkenningsvoorwaarden betreffende het personeel van de diensten voor hulpverlening aan de gedetineerden.

Art. 7. § 1. De erkenning wordt door de Regering verleend voor een duur van maximum vijf jaar.

Deze kan worden verlengd op verzoek van de dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden.

§ 2. Iedere erkenning die voor de eerste maal verleend wordt aan een dienst wordt op proef toegestaan voor een duur van één jaar.

Na deze periode wordt de erkenning verleend voor vier jaar, behoudens anderluidende beslissing van de Regering.

§ 3. De erkenning kan worden ingetrokken wanneer de bepalingen van dit decreet of de bepalingen die krachtens dit decreet worden uitgevaardigd, niet in acht worden genomen.

§ 4. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de vernieuwing en de intrekking van de erkenning.

Zij beslist over de vragen om erkenning, vernieuwing of intrekking, na het advies te hebben ingewonnen van de adviescommissie voor de hulpverlening aan de gedetineerden.

Zij bepaalt de wijzen van beroep in geval van weigering, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning.

HOOFDSTUK III. — *De toekenning van subsidies*

Art. 8. De Regering verleent aan de diensten voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden, binnen de perken van de begrotingskredieten, subsidies voor hun personeelkosten en hun werkingskosten.

De Regering bepaalt de wijzen voor de toekenning van de in het vorig lid bedoelde subsidies.

Art. 9. Er kunnen subsidies worden verleend aan de erkende diensten of aan andere instellingen of verenigingen die zich onderscheiden door hun sociale hulpverlening aan de gedetineerden, voor de bijzondere projecten die zij willen realiseren in het raam van hun opdrachten.

De toekenning van de in het eerste lid bedoelde subsidies is het voorwerp van een overeenkomst.

HOOFDSTUK IV. — *Het vrijwilligerschap*

Art. 10. § 1. De diensten voor sociale hulpverlening aan gedetineerden kunnen de medewerking vragen van vrijwilligers voor het vervullen van één of meerdere opdrachten zoals bedoeld in artikelen 2 en 3 van dit decreet.

§ 2. De vrijwilligers moeten :

1° hun bekwaamheid op het vlak van sociale hulpverlening aantonen aan de hand van hun beroepsopleiding of aan de hand van hun ervaring;

2° begeleid worden door het personeel van de dienst, onder de verantwoordelijkheid van de directie.

HOOFDSTUK V. — *Adviescommissie voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden*

Art. 11. Er wordt een Adviescommissie voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden opgericht.

De commissie heeft tot doel :

1° te zorgen voor de contacten voor een doeltreffende samenwerking tussen de Regering, de bevoegde diensten van de Regering, de diensten voor de sociale hulpverlening aan de gedetineerden en, desgevallend, de psycho-sociale diensten van de strafinrichtingen en van de inrichtingen voor de bescherming van de maatschappij;

2° de Regering, op haar verzoek of op eigen initiatief, adviezen te verstrekken omtrent alle aspecten van de sociale hulpverlening aan de gedetineerden.

Art. 12. § 1. De commissie bestaat uit de volgende leden, aangesteld voor een periode van vier jaar en hernieuwbaar :

1° een vertegenwoordiger van de Regering;

2° een vertegenwoordiger van de bevoegde diensten van de Regering, aangeduid door de Regering;

3° een vertegenwoordiger van iedere erkende dienst voor hulpverlening aan gedetineerden, aangeduid door de Regering op voordracht van deze dienst;

4° een vertegenwoordiger van iedere representatieve vakbondsorganisatie, aangeduid door de Regering op voordracht van deze vakbondsorganisatie;

5° maximum vier personen die zijn gekozen wegens hun bijzondere kwaliteiten op het vlak van de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun reïntegratie, aangeduid door de Regering.

De Regering duidt eveneens, voor ieder werkend lid, een plaatsvervanger aan. De plaatsvervanger zetelt pas in afwezigheid van het werkend lid.

§ 2. De in punten 1° en 2° van het eerste lid van § 1 bedoeld leden hebben raadgevende stem.

§ 3. De voorzitter en ondervoorzitter van de commissie worden aangeduid door de Regering, op voordracht van de commissie.

§ 4. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door het lid bedoeld in § 1, eerste lid, 2°.

§ 5. Een vertegenwoordiger van het bestuur bevoegd voor de strafinrichtingen, aangeduid door de Minister van Justitie, wordt verzocht deel te nemen aan de vergaderingen van de commissie.

Art. 13. § 1. De Regering bepaalt de presentiegelden en verplaatsingskosten van de commissieleden.

§ 2. De Regering bepaalt de werkingsregels van de commissie.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 14. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg, gewijzigd voor de besluiten van 20 oktober 1992, 12 juli 1996, 31 december 1997 en 2 juli 1999, wordt opgeheven.

Art. 15. De diensten die zijn erkend op grond van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg en die een erkenningsaanvraag indienen op grond van dit decreet binnen de drie maand na de inwerkingtreding hiervan en van zijn uitvoeringsbesluit, worden als erkend beschouwd voor de toepassing van dit decreet totdat de erkenning die hen aanvankelijk werd toegestaan, niet langer van kracht is.

Art. 16. Zolang de in artikel 11 bedoelde commissie niet is opgericht, vervult de adviescommissie voor forensische welzijnszorg, ingesteld door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december zoals bedoeld in het vorig artikel, de opdrachten van de commissie.

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2002.

Verkundigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. - Ontwerpdecreet, nr. 186-1. Amendementen in de commissie, nr. 186-2. Verslag, nr. 186-3. *Integrale verslagen.* - Bespreking. Zitting van 16 juli 2001. - Stemming. Zitting van 17 juli 2001.



F. 2001 — 2308

[S - C - 2001/29324]

19 JUILLET 2001. — **Décret portant confirmation des profils de formation de technicien/technicienne en agriculture, agent/agente technique de la nature et des forêts, ouvrier qualifié/ouvrière qualifiée en agriculture, technicien/technicienne de l'automobile, carrossier/carrossière, mécanicien/mécanicienne garagiste, métallier-soudeur/métallièrre-soudeuse, boulanger-pâtissier/boulangère-pâtissière, vendeur-retoucheur/vendeuse retoucheuse, agent/agente en accueil et tourisme, technicien commercial/technicienne commerciale, vendeur/vendeuse, agent/agente d'éducation et animateur/animatrice définis conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le profil de formation de technicien/technicienne en agriculture, déterminé par le Gouvernement et repris en annexe 1 est confirmé, conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 2. Le profil de formation d'agent/agente technique de la nature et des forêts, déterminé par le Gouvernement et repris en annexe 2, est confirmé, conformément à l'article 39 du même décret.

Art. 3. Le profil de formation d'ouvrier qualifié/ouvrière qualifiée en agriculture, déterminé par le Gouvernement et repris en annexe 3, est confirmé, conformément à l'article 39 du même décret.

Art. 4. Le profil de formation de technicien/technicienne de l'automobile, déterminé par le Gouvernement et repris en annexe 4, est confirmé, conformément à l'article 39 du même décret.

Le profil de formation carrossier/carrossière, déterminé par le Gouvernement et repris en annexe 5, est confirmé, conformément à l'article 39 du même décret.

Art. 5. Le profil de formation de mécanicien/mécanicienne garagiste, déterminé par le Gouvernement et repris en annexe 6, est confirmé, conformément à l'article 39 du même décret.